

Unité départementale du Bas-Rhin  
14 rue du Bataillon de marche n°24  
BP 10001  
67070 STRASBOURG

STRASBOURG, le 12/05/2023

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 04/05/2023

### **Contexte et constats**

Publié sur 

**EMFI Niedermodern**

ZI - 67350 Niedermodern

Références : 0804/NK/AG  
Code AIOT : 0006700804

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 04/05/2023 dans l'établissement EMFI Niedermodern, implanté ZA 67350 Niedermodern. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- EMFI Niedermodern
- ZA 67350 Niedermodern
- Code AIOT : 0006700804
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société EMFI à NIEDERMODERN exploite des unités de production de colles et mastics.

**Les thèmes de visite retenus sont les suivants :** produits dangereux, incendie, eaux souterraines ...

### **2) Constats**

#### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;

- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - les observations éventuelles ;
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - le cas échéant, la proposition de suites de l'inspection des installations classées à la préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à la préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible, en fin d'inspection, de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées, dans un délai court, les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à la préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(en)t été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délai
1	Étiquetage des substances et préparations dangereuses	Arrêté Préfectoral du 30/06/2010, article 7.5.2	/	Lettre de suite préfectorale	1 mois
4	Plan d'intervention	Arrêté Préfectoral du 30/06/2010, article 7.6	/	Lettre de suite préfectorale	1 mois

<sup>(1)</sup> s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(en)t été donnée(s)	Autre information
2	eaux pluviales	Arrêté Préfectoral du 30/06/2010, articles 4.3.11, 4.3.12 et 5.1.6	/	Sans objet

3	Autosurveillance des eaux souterraines	Arrêté Préfectoral du 30/06/2010, article 9.2.4.1	/	Sans objet
---	--	---	---	------------

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant doit s'assurer que tous les pictogrammes de dangers figurent sur ses palettes.

### 2-4) Fiches de constats

#### N° 1 : Étiquetage des substances et préparations dangereuses

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 30/06/2010, article 7.5.2 Règlement européen du 18/12/2006, article 37.5</p>
<p><b>Thèmes :</b> Risques chroniques, produit dangereux</p>
<p><b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans objet</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b> Les fûts, réservoirs et autres emballages, les récipients fixes de stockage de produits dangereux portent, de manière très lisible, la dénomination exacte de leur contenu, le numéro et le symbole de danger défini dans la réglementation relative à l'étiquetage des substances et préparations chimiques dangereuses. A proximité des aires permanentes de stockage de produits dangereux en récipients mobiles, les symboles de danger ou les codes correspondant aux produits doivent être indiqués de façon très lisible. 8.3 L'exploitant doit tenir à jour un état indiquant la nature et la quantité des produits dangereux détenus, auquel est annexé un plan général des stockages.</p>
<p><b>Constats :</b> L'exploitant suit ses stocks de deux façons : - sur un tableau informatique Excel, tenu à jour par un responsable une à deux fois par semaine, qui comprend la nature et la quantité des produits dangereux détenus, ainsi que leur emplacement ; - sur le logiciel de suivi instantané des stocks « AS400 », qui permet de rechercher par type de produit. Le produit « Mastipren » a été examiné sur le tableau informatique Excel, il y est mentionné que 438 kg sont présents sur le site et 33 kg au niveau de l'expédition :</p> <p>1) La palette de Mastipren a été vérifiée sur le site, seul le pictogramme « dangereux pour l'environnement » y figurait, alors que la fiche de données de sécurité du produit mentionne qu'il est également inflammable et nocif. De plus, l'affichage sur la palette mentionnait que la palette entière faisait 542 kg, ce n'est pas cohérent avec l'état des stocks, il convient de s'assurer que la quantité de produit est bien de 438 kg.</p> <p>2) A proximité de ce produit se trouvaient des palettes, leur affichage mentionnait « destruction palette » sans mention de danger, il convient que l'exploitant s'assure qu'il n'y pas de produit classé dangereux, le cas échéant y mettre les pictogrammes adéquats.</p> <p>3) 11 kg de Mastipren se trouvait à l'expédition : le logiciel AS400 a permis de voir que 75 unités sur 100 ont déjà été expédiées depuis la mise à jour du tableau Excel.</p> <p>Le recoupage des deux permet de pouvoir déterminer la nature et la quantité des produits dangereux détenus, mais pas de manière aisée, et il n'y pas véritablement de plan de stockage, l'exploitant connaît les abréviations utilisées sur les 2 logiciels : il conviendrait que ceci soit plus aisé, accompagné d'un plan de stockage. De plus, tous les pictogrammes de dangers doivent figurer sur les palettes.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>

## N° 2 : eaux pluviales

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 30/06/2010, articles 4.3.11, 4.3.12 et 5.1.6
<b>Thèmes :</b> Risques chroniques, eaux
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>4.3.11 Les eaux pluviales polluées et collectées dans les installations sont éliminées vers les filières de traitement des déchets appropriées. En l'absence de pollution préalablement caractérisée, elles pourront être évacuées vers le milieu récepteur, dans les limites autorisées par le présent arrêté.</p> <p>4.3.12 Le réseau de collecte des eaux pluviales (eaux de voirie) est équipé de dispositifs décanteurs-déshuileurs ou dispositif d'efficacité équivalente adapté à la pluviométrie, permettant de respecter une teneur en hydrocarbures totaux inférieure à 5 mg/l (cas d'un rejet au milieu naturel).</p> <p>5.1.6 Chaque lot de déchets dangereux expédié vers l'extérieur doit être accompagné du bordereau de suivi établi en application de l'arrêté ministériel du 29 juillet 2005, relatif au bordereau de suivi des déchets dangereux mentionné à l'article R.541-45 du code de l'environnement.</p>
<p><b>Constats :</b> Pour le traitement des eaux pluviales, un dispositif decanteur/déshuileur est présent.</p> <p>L'exploitant a présenté, en visite, un bordereau de suivi de déchets des boues collectées dans l'ouvrage, mais celui-ci indiquait aussi les boues du site de Haguenau, il convient de séparer les 2 sites sur le bordereau.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 3 : Autosurveillance des eaux souterraines

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 30/06/2010, article 9.2.4.1

Thèmes : Risques chroniques, eaux

Point de contrôle déjà contrôlé : Sans objet

Prescription contrôlée :

L'exploitant fait analyser les paramètres suivants, avec les fréquences associées :

Ouvrages	Fréquence des analyses	Paramètres	
		Nom	Code SANDRE
PZ 1 PZ 2 PZ 3 PZ 4	Annuelle	pH	1302
		Conductivité à 25 °C	1303
		Carbone organique	1841
		Hydrocarbures totaux	9969
		Fer	1393
		Manganèse	1394
		Aluminium	1370
		Benzène	1114
		Toluène	1278
		Ethylbenzène	1497
		Xylène	1780

Constats :

Les rapports d'analyses de 2020, 2021 et 2022 ont été présentés. Ces analyses ne montrent pas d'anomalies, à l'exception du paramètre Fer (mg/L), surtout retrouvé en amont du site.

2020 :

PZ1 Amont	PZ2 Amont bâtiment	PZ3 aval bâtiment	PZ4 aval
0,7	3,8	0,23	0,35

2021 :

PZ1 Amont	PZ2 Amont bâtiment	PZ3 aval bâtiment	PZ4 aval
0,3	2,6	Non mesuré	0,05
2022 :			
PZ1 Amont	PZ2 Amont bâtiment	PZ3 aval bâtiment	PZ4 aval
2,6	8,7	8	<1
L'exploitant a déclaré ne pas utiliser de Fer dans son processus, ce paramètre doit être particulièrement suivi afin de ne pas être susceptible de dégrader la nappe : l'arrêté du 11 janvier 2007 relatif aux limites et références de qualité des eaux brutes et des eaux destinées à la consommation humaine préconise, pour le Fer, une valeur inférieure à 0,2 mg/L, il convient d'apporter un commentaire de ces résultats.			
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites			
<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale			
<b>Proposition de délai :</b> 1 mois			

#### N° 4 : Plan d'intervention

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 30/06/2010, article 7.6
<b>Thèmes :</b> Risques accidentels, gestion eaux incendie
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans objet
<b>Prescription contrôlée :</b> 7.6.4 Ressources en eau et mousse Les ressources en eau comprennent : <ul style="list-style-type: none"> <li>• 5 poteaux incendie de DN 100 munis de raccords normalisés ... ;</li> <li>• un point de pompage dans la Moder, un autre dans le bassin de clarification de la station de traitement du district</li> </ul> 7.6.6 Plan d'intervention L'exploitant établit un plan d'intervention qui ... comporte en outre les plans nécessaires à la bonne organisation des secours, notamment un ou des plans d'ensemble matérialisant ... les moyens d'approvisionnement en eau, les sens d'écoulement préférentiel des eaux, les bouches d'égout et le réseau,
<b>Constats :</b> L'exploitant a établi un plan à destination des Services d'intervention et de Secours comprenant les 5 poteaux incendie, mais celui-ci ne comprend ni le point de pompage dans la Moder, ni celui dans le bassin de clarification de la station de traitement du district.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale
<b>Proposition de délai :</b> 1 mois